



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 28/01/2015

Réception par le préfet : 28/01/2015

Publication : 28/01/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

Le 26 Janvier 2015

Question n° 7

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	31
Nombre de Pouvoirs	2
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le 27 Janvier 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 Janvier 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle MONTIER, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusées ayant donné pouvoir :

Nicole LANGLOIS (Pouvoir à Daniel FIDELIN), Nada AFIOUNI (Pouvoir à Pascal DUMESNIL).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 26 JANVIER 2015

QUESTION : n° 7

5-2

OBJET : Conseil Economique et Social Municipal – Charte et Règlement Intérieur - Adoption

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Comme nous en convenu lors de la séance du Conseil Municipal du 20 Octobre 2014 au cours duquel avait été validé le principe de la mise en place du Conseil Economique et Social, je vous propose d'adopter aujourd'hui la Charte et le Règlement cadrant l'organisation de cette instance participative.

Ces documents sont joints au présent rapport et ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Municipale concernée : « Environnement, Communication, Vie des quartiers et Vie associative » le 10 Décembre 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 32 Voix Pour et 1 Contre (Gilles LEBRETON)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL MUNICIPAL

CHARTRE 2015

• *Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 Octobre 2014 approuvant le principe de constituer un Conseil Economique et Social Municipal à Montivilliers,*

• *Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 Janvier 2015 approuvant le présent règlement.*

I- PREAMBULE :

Le C.E.S.M. est une commission extra-municipale. Il représente les forces économiques, associatives, sociales de la Commune. Il s'agit d'une instance consultative du Conseil Municipal.

Il constitue un outil de proximité pour les habitants de la Commune de Montivilliers.

II- MISSIONS :

Le C.E.S.M. est un organisme à vocation consultative dont la mission est, par ses études et avis, d'éclairer le Conseil Municipal sur différents projet de nature économique et sociale.

Le C.E.S.M. est une instance neutre de réflexion et une force de proposition au service du Maire et des Elus du Conseil Municipal.

Le C.E.S.M. est saisi à la demande du Maire pour donner un avis ou étudier un projet concernant un sujet de compétence communale.

Le Maire ou son représentant préside ses séances.

Le C.E.S.M. peut demander à auditionner toute personne intéressant ses débats.

III- COMPOSITION :

Le C.E.S.M. est constitué de 36 membres répartis dans 3 collèges :

- 1 collège de personnes qualifiées et anciens élus de 12 membres
- 1 collège économique de 12 membres
- 1 collège social et associatif 12 membres

Tous les membres sont désignés par le Maire, sur proposition émanant soit des personnes intéressées, soit des associations ou d'organismes représentatifs. Néanmoins, ces désignations doivent représenter la pluralité de la Commune.

Pour être membre du C.E.S.M., il faut être majeur, habiter Montivilliers et/ou exercer ou avoir exercé une activité professionnelle, sociale ou associative à Montivilliers.

Personnes qualifiées (12 membres) :

- 6 anciens élus ou personnalités
- 6 personnes qualifiées dans un domaine particulier intéressant la Commune (Urbanisme, Finances, Développement local, Santé, Education).

Economique (12 membres) :

- 12 représentants des entreprises (commerciales, artisanales, tertiaires, de production) et des professions libérales.

Il est précisé que le C.E.S.M. pourrait accueillir un représentant de l'association des commerçants du centre ville et ensuite, après information, des artisans et des professionnels du tertiaire, choisis à partir des candidatures reçues.

Social et associatif (12 membres) :

- Associations à vocation sociale : 3 membres
- Associations sportives : 3 membres
- Associations culturelles : 3 membres
- Associations loisirs-familles : 3 membres

Concernant ce collège, les associations d'un même secteur, peuvent proposer leurs représentants.

La durée du mandat de chaque membre est fixée à 3 ans, éventuellement renouvelable, afin d'assurer sur la durée totale du mandat du C.E.S.M. (6 ans) une bonne représentativité.

La Mairie sollicitera les organismes représentatifs des différents collèges afin que les candidats soient proposés par ces organismes ou que leurs membres fassent acte de candidature.

Le Maire,

Daniel FIDELIN,

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL MUNICIPAL

REGLEMENT INTERIEUR

• Vu la délibération du Conseil Municipal du 20 Octobre 2014 approuvant le principe de constituer un Conseil Economique et Social Municipal à Montivilliers,

• Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 Janvier 2015 approuvant la charte du C.E.S.M. et le présent règlement intérieur.

REGLEMENT INTERIEUR

Les modalités de règlement sont les suivantes :

ARTICLE 1^{er} – La Présidence et la Présidence Déléguée :

Le Maire est Président Honoraire du Conseil Economique et Social Municipal.

Il nomme, parmi les membres du Conseil Municipal en exercice, un(e) élu(e) qui assurera la Présidence de l'instance pour un mandat de trois ans, éventuellement renouvelable.

Le (la) Président(e) dirige les travaux du C.E.S.M. et prépare les séances plénières.

ARTICLE 2 – Le Bureau :

Le (la) Présidente(e) délégué(e) est assisté(e) de deux vice-présidents et de 6 autres membres (soit 2 membres par collège), tous désignés par le Maire pour une durée de trois ans, éventuellement renouvelable. Le Bureau est ainsi constitué de 9 personnes.

ARTICLE 3 – Les Commissions :

Des commissions sont constituées lors de la première séance d'installation, en fonction des thèmes de travail définis par le Maire. La cadence des réunions est fixée par le (la) Président(e) Délégué(e) en fonction des travaux à réaliser. Au minimum, chaque commission devra se réunir au moins une fois tous les trois mois.

ARTICLE 4 – Groupe de travail :

En complément des réunions de commissions, il est possible de constituer des groupes de travail temporaires chargés de traiter une mission ponctuelle et/ou un sujet précis (groupes de recherche, de réflexion, etc...).

ARTICLE 5 – Les réunions plénières :

En séance plénière le C.E.S.M. se réunit au moins deux fois dans l'année. Les séances ne sont pas publiques. A titre exceptionnel, elles peuvent se dérouler en présence d'Elus du Conseil Municipal mais uniquement sur invitation du Maire ou du Président délégué.

ARTICLE 6 – Lieu :

Pour clairement les distinguer des réunions du Conseil Municipal, les réunions plénières du C.E.S.M. se tiennent dans une salle municipale ou dans tout autre local municipal disponible répondant aux besoins logistiques de la réunion.

Les réunions de commission ou de sous-groupe se déroulent à la Maison de l'Enfance. Les séances ne sont pas publiques.

ARTICLE 7 – Présidence des réunions :

En présence du Président Honoraire, les réunions plénières ou de commissions sont présidées de droit par le (la) Président(e) Délégué(e).

En cas d'empêchement, ce (cette) dernier(e) peut reporter la séance d'une semaine ou se faire remplacer par l'un des vice-présidents.

ARTICLE 8 – Convocation :

Toute date de réunion doit être fixée et communiquée aux membres du C.E.S.M. dans un délai d'au moins 10 jours francs avant la date de tenue de ladite réunion.

ARTICLE 9 – Organisation des débats :

Le Président ou le (la) Président(e) Délégué(e) ouvre la séance et dirige les débats. Il ou elle fait observer le règlement et veille à ce que les réunions se déroulent dans le respect d'une bonne convivialité.

ARTICLE 10 – Accès au public :

Les réunions (plénières, de commissions ou de sous-groupes) du Conseil Economique et Social ne sont pas publiques. De ce fait, seuls les membres en exercice peuvent participer et/ou assister à ces réunions (sauf dispositions contraires, cf. article 5 et 11).

ARTICLE 11 – Invitation de personnalités et de fonctionnaires municipaux :

Seul le Président ou le (la) Président(e) Délégué(e) peut inviter, à titre consultatif, des personnalités expertes, en particulier les Adjoints au Maire ou les Conseillers Municipaux Délégués, dans la mesure où leur domaine de compétence est en adéquation avec les sujets traités à l'ordre du jour. Leur intervention aura pour stricte vocation d'enrichir les débats, d'assister les membres du C.E.S.M. dans leurs démarches de recherche ou de les informer sur le développement de projets en relation avec les thèmes traités au sein des commissions.

Un fonctionnaire municipal ne peut être invité à assister ou à participer à une réunion du Conseil Economique et Social sans l'autorisation préalable de son chef de service et du Maire.

ARTICLE 12 – Compte-rendu de séance :

Au début de chaque réunion le (la) Président(e) Délégué(e) nomme un ou plusieurs membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le Secrétaire de séance ainsi désigné est chargé de la rédaction du compte-rendu de la réunion.

Le compte-rendu doit mentionner les noms des membres présents, des personnes excusées et des absents non excusés.

Le compte-rendu doit être adressé au Président délégué au moins 10 jours avant la date de la séance suivante.

Le (la) Président(e) Délégué(e) vérifie le contenu du compte-rendu, le complète si nécessaire puis le diffuse aux membres de la commission concernée au plus tard 5 jours avant la séance suivante.

ARTICLE 13 – Police et discipline des réunions :

Le Président de séance a seul police de l'assemblée et peut rappeler à l'ordre tout membre qui ne respecterait pas le règlement.

Lorsqu'un membre du Conseil Economique et Social s'écarte de l'ordre du jour, trouble l'ordre par des interruptions, démontre une attitude agressive envers un autre membre ou profère des attaques à caractère personnel, la parole peut lui être retirée par le président de séance.

Dans l'éventualité où un membre continuerait à porter, malgré plusieurs rappels à l'ordre, atteinte au règlement, son expulsion de la séance en cours pourra être ordonnée par un vote à main levée, sur proposition du président de séance.

ARTICLE 14 – Absence :

Un membre absent ne peut donner pouvoir à une autre personne pour le représenter. Tout membre dans l'impossibilité d'assister à une réunion à laquelle il a été convoqué doit en informer préalablement par écrit le (la) Président(e) Délégué(e).

Si un membre manque trois réunions sans raison motivée, le Président peut, en concertation avec les membres du Bureau, décider de mettre fin à son mandat. Dans ce cas, le membre partant est remplacé selon les modalités prévues à l'article 15.

ARTICLE 15 – Démission et remplacement :

En cas de démission d'un membre signifiée par courrier adressé au Président du C.E.S.M., son remplaçant est désigné par le Maire, au plus tard dans les 5 semaines qui suivent la réception de cette notification.

ARTICLE 16 – Bilan :

Un bilan annuel sera dressé par le C.E.S.M. et sera présenté en Conseil Municipal annuellement ou biennalement (en fonction de l'avancée des travaux).

Le Maire,

Daniel FIDELIN,